

rompre le solide édifice de l'unité occidentale ». Mais les tactiques russes, au contraire, n'ont réussi qu'à consolider l'unité occidentale et à augmenter « le sens d'un but commun chez les peuples du monde libre ».

M. Pearson a déclaré que l'URSS s'oppose à l'institution de la Communauté européenne de défense parce qu'elle voudrait garder l'Europe faible et divisée. C'est précisément pour cette raison, a dit le ministre, qu'il importe que le traité instituant la Communauté européenne de défense soit ratifié, ce qui renforcera et la communauté européenne et la communauté nord-atlantique. Etant donné l'histoire des pays intéressés, le Canada comprend leur hésitation, mais, tout en reconnaissant la nécessité de la circonspection et de la prudence, il estime:

qu'il vient un temps où en certaines circonstances, l'inaction peut se révéler, à la longue, la plus dangereuse de toutes les attitudes possibles, et que la plus grande probabilité de sécurité peut résider dans des actes de foi décisifs.

En ce qui concerne la conférence de Genève, M. Pearson a cité le Secrétaire général des Nations Unies, qui a déclaré, il y a quelques semaines, y voir l'ouverture « d'un nouveau chapitre de l'affaire coréenne ». Les pays qui ont combattu sous le pavillon des Nations Unies se réuniront de nouveau autour d'une table de conférence pour essayer de faire la paix. M. Hammarskjöld avait terminé ses observations par les mots suivants: « Il est essentiel à l'attitude des Nations Unies que le monde occidental et le monde communiste se rencontrent régulièrement autour de la table de conférence ».

Les objectifs du Canada à cette conférence, a déclaré M. Pearson, seront ceux qu'a exprimés la résolution des Nations Unies relative à cette question:

Établissement par des moyens pacifiques d'une Corée unifiée, indépendante et démocratique, sous un régime de gouvernement représentatif, et rétablissement complet de la paix et de la sécurité internationales dans cette zone.

Le Ministre a parlé ensuite de la proposition du Président Eisenhower relative au contrôle international de l'énergie atomique. Il a déclaré que cette proposition, étant assez modeste, pouvait servir de point de départ vers d'autres progrès. La participation de l'Union soviétique à des entretiens sur cette question est d'une importance évidente; les négociations en sont rendues au point où, le 19 mars, les États-Unis ont pu présenter au Gouvernement soviétique un mémoire exposant leur avis sur la façon dont les propositions du Président Eisenhower pourront être mises en œuvre. Après étude, le Gouvernement canadien est en mesure de se déclarer d'accord, d'une façon générale, avec ces propositions. M. Pearson a exprimé l'opinion que « c'est, à ce stade, dans les discussions secrètes que réside le meilleur espoir de voir les entretiens servir à des négociations sérieuses plutôt qu'à la propagande ». Il a donné l'avertissement qu'en appuyant cette proposition il importe de bien comprendre « qu'elle n'offre pas, en soi, une solution au terrible problème que pose l'utilisation de l'énergie atomique pour des fins de destruction ».

Défensive collective

Passant à la question des mesures de défense collective, qui prennent d'autant plus d'importance que l'on étudie davantage la question de l'emploi sans restriction de l'énergie atomique à des fins de destruction, M. Pearson a déclaré: